



CONFLIT À L'EST DE LA RDC

Des ambassades attaquées à Kinshasa



Une des résidences de la mission diplomatique de la République du Congo attaquée

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux hier montraient des personnes prenant d'assaut une des résidences

de la mission diplomatique de la République du Congo à Kinshasa. Un drapeau flottant dans la cour a été arraché et

emporté tandis qu'une voix, sans nul doute de l'homme qui filmait la scène, témoignait de ces violences.

Page 11

ENTREPRENEURIAT

Le Congo abritera le forum des entrepreneurs francophones



Antoine Nicéphore Fylla Saint Eudes (à gauche) s'entretenant avec Michel Djombo (au centre) et la délégation de l'APFAdiac

Le Forum international des entrepreneurs francophones se tiendra du 26 au 28 juin prochain en terre congolaise, ont indiqué l'Alliance du patronat francophone, le ministre chargé du Développement industriel, Antoine Nicéphore Fylla Saint Eudes, et le président du conseil d'administration de l'Union patronale interprofessionnelle du Congo, Michel Djombo, à l'issue d'une séance de travail tripartite le 28 janvier dans la capitale. Cette conférence annuelle réunira les acteurs du secteur privé du patronat francophone qui couvre 35 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et le Canada.

Page 2

E2C

Des tâcherons mécontents



Concert de casseroles devant le siège d'E2C

Les tâcherons de la société Énergie électrique du Congo (E2C) ont organisé hier à Brazzaville un concert de casseroles pour réclamer la régularisation de leur situation professionnelle. Ils ont engagé des pourparlers avec la direction générale dont les conclusions sont attendues.

ils ont engagé des pourparlers avec la direction générale dont les conclusions sont attendues.

Page 5

CAN MAROC 2025

Les adversaires en phase de poules sont connus

A l'issue du tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui se disputera du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 au Maroc, les vingt-quatre équipes qualifiées connaissent désormais leurs adversaires.

Page 13

FIFCON 2025 GROUPES					
I GROUPE A		I GROUPE B		I GROUPE C	
MAROC	MALI	EGYPTE	AFRIQUE DU SUD	INDONÉSIE	TURQUIE
ZAMBIE	CONGO	ANGOLA	ZAMBIE	GUINÉE	GUINÉE
I GROUPE D		I GROUPE E		I GROUPE F	
BÉNIN	ROUNDIRI	FLORIN	BURUNDI	CÔTE D'IVOIRE	CHYPRE
ROUNDIRI	ROUNDIRI	FLORIN	GUINÉE ÉQUATORIALE	GUINÉE ÉQUATORIALE	GUINÉE ÉQUATORIALE
ROUNDIRI	ROUNDIRI	FLORIN	SUDAN	SUDAN	SUDAN

Éditorial

Opportunités

Page 2

ÉDITORIAL

Opportunités

Lors des Journées portes ouvertes du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa), des conventions bancaires ont permis de mobiliser une garantie de 14 milliards FCFA pour soutenir les petites et moyennes entreprises. Parmi les résultats concluants figurent la formalisation d'une trentaine d'artisans et le financement de projets innovants.

Près de deux mille participants parmi lesquels des entrepreneurs, des commerçants, des artisans, des porteurs de projets, des partenaires techniques et financiers, ou encore des étudiants ont découvert, à cette occasion, les opportunités que présente le Figa. Une structure d'appui au développement des très petites et moyennes entreprises qui aide les porteurs d'idées à résoudre, entre autres, les difficultés liées au manque de fonds propres pour lancer leurs projets et au manque de garantie au niveau des banques.

Dans l'arrière-pays, de nombreux jeunes méritent également de découvrir les programmes du Figa, et ce genre d'initiatives ne devraient pas se limiter à Brazzaville. Elles pourraient être une valeur ajoutée à la "Caravane de l'entrepreneuriat" qui sillonne les différents départements du Congo pour encourager les jeunes à entreprendre en tenant compte des richesses spécifiques de chaque localité.

Autant les opportunités doivent être présentées sur l'ensemble du territoire national afin de susciter les vocations autant elles aident à sortir des sentiers battus du fonctionnariat et faire de l'entrepreneuriat une force motrice de développement socio-économique à travers la création d'emplois et de la richesse.

Les Dépêches de Brazzaville

ENTREPRENEURIAT

Le Congo abritera en juin le forum des entrepreneurs francophones

Une délégation de l'Alliance du patronat francophone (APF) s'est entretenue, le 28 janvier, à Brazzaville avec le ministre chargé du Développement industriel, Antoine Nicéphore Fylla Saint Eudes, et le président du conseil d'administration de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), Michel Djombo, pour préparer l'évènement.



Antoine Nicéphore Fylla Saint Eudes (à gauche) s'entretenant avec Michel Djombo (au centre) et la délégation de l'APF/Adiac

Le forum international des entrepreneurs francophones se tiendra du 26 au 28 juin à Brazzaville sous l'égide d'Unicongo. Cette conférence annuelle réunira les acteurs du secteur privé du patronat francophone qui couvre 35 pays d'Afrique, d'Europe francophone, le Canada et certains pays d'Asie. Elle aura pour objectif de promouvoir une économie dynamique et prospère au sein des pays membres de l'APF. Plusieurs thématiques seront développées lors de ce forum, dont le thème principal portera sur «

L'intégration régionale au sein des pays francophones». A cet effet, a souligné Michel Djombo, ces acteurs économiques évoqueront aussi la problématique du financement des infrastructures, la collaboration entre les entreprises, le développement des accords entre les entreprises ainsi que la promotion des relations commerciales dans le cadre de la Zone de libre échange continentale africaine. « Dans le cadre de la préparation de cette réunion, nous avons échangé hier avec le Premier ministre et le président de l'Assem-

blée nationale. Il s'est agi, pour le président de l'alliance, de s'assurer de l'engagement du gouvernement dans la tenue de cette réunion. Ce matin avec le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, il s'agissait de démarrer des discussions avec lui qui est le point focal du gouvernement pour l'organisation de cet évènement. A cet effet, nous l'avons remercié pour son appui à la candidature de Brazzaville», a indiqué Michel Djombo.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesbrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesbrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PROTECTION DE L'OCÉAN

Le Congo opte pour les stratégies novatrices

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a reçu en audience le 27 janvier à Brazzaville la présidente de la Fondation de la Mer, Sabine Roux de Bézieux, pour échanger sur les enjeux cruciaux liés à la préservation de l'océan, à la biodiversité marine ainsi que sur le rôle des ONG dans la protection de l'environnement au Congo.

Le Congo et la Fondation de la Mer ont exprimé leur volonté de continuer à travailler ensemble pour développer des solutions innovantes en renforçant la résilience des communautés côtières face aux défis environnementaux croissants. Cette résilience côtière consistera à renforcer la capacité des communautés à rebondir après des événements dangereux tels que les ouragans, les tempêtes côtières et les inondations, plutôt que de simplement réagir aux impacts.

En effet, au Congo-Brazzaville, l'océan recouvre 70% de la surface terrestre. Il constitue l'un des plus grands puits de chaleur de la planète, absorbant 90 % de l'excès de chaleur dû au changement climatique. Puits de carbone très efficace, il emprisonne également 23 % des émissions de CO₂ d'origine humaine.

Réservoir principal du cycle de l'eau, l'océan est donc intimement lié au climat via ses échanges permanents avec l'atmosphère. Or, sous l'effet du ré-



Poignée de main entre la ministre et la présidente de la Fondation de la Mer/Adiac

chauffement climatique, ce cycle a tendance à s'accélérer et à provoquer plus d'événements climatiques extrêmes : précipitations, sécheresses, cyclones...

Relatif à la régulation du climat, de la biodiversité marine et de la production de ressources alimentaires. « Nous avons discuté sur l'importance de l'océan et le rôle des ONG, la manière dont les ONG pouvaient travailler avec l'État, les collectivités territoriales et avec chaque citoyen ainsi qu'avec les entreprises », a déclaré Sabine Roux de Bézieux, présidente de la Fondation de la Mer. L'autre point clé qui a marqué ces échanges a été le rôle des ONG dans le développement durable et la protection de l'environnement. Sur ce, la ministre a évoqué l'importance de la coopération entre les ONG, l'État et les collectivités territoriales pour renforcer les actions en faveur de la préservation des ressources naturelles du pays.

Les deux personnalités ont également posé les bases d'une col-

laboration renforcée entre l'État et les organisations internationales pour la préservation de l'océan et du climat, deux enjeux majeurs pour l'avenir du bassin du Congo et de la planète en faveur des ressources naturelles. C'est ainsi que Sabine Roux a partagé l'expérience de la Fondation de la Mer dans le soutien des initiatives locales, en soulignant l'importance de la sensibilisation et de la formation des communautés locales pour garantir des actions efficaces et durables. Signalons que la Fondation de la Mer a été créée en 2015 pour répondre à l'urgence climatique et à la dégradation de la vie dans l'océan, soutenir certains acteurs locaux, mettre en œuvre ses propres programmes pour protéger la biodiversité marine et lutter contre les pollutions en mer. Celle-ci a mené des actions pour protéger l'océan, notamment la biodiversité, lutter contre les pollutions, éduquer et sensibiliser, soutenir la recherche et l'innovation et impliquer les entreprises.

Fortuné Ibara

CRIMINALITÉ FAUNIQUE

Des présumés trafiquants d'animaux protégés interpellés en deux ans

Le rapport bilanciel du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (Palf) rapporte que vingt et une opérations d'interpellation des présumés trafiquants de produits de faune ont été effectuées au cours de ces deux dernières années dans plusieurs localités de la République du Congo. Et quarante-sept trafiquants ont été pris en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation des trophées d'espèces animales intégralement protégées.

Les actions menées conjointement par trois acteurs impliqués dans l'application de la loi sur la faune et les aires protégées en République du Congo ont permis de démanteler plusieurs réseaux de trafiquants d'animaux sauvages protégés par la loi n°37-2008 du 28 novembre 2008.

Sur les quarante-sept personnes interpellées au cours des années 2023 et 2024, vingt-sept ont été placées derrière les barreaux dont seize condamnées à la prison ferme. Ceci, grâce à l'engagement de la justice qui n'est pas restée en marge de cette lutte pour la préservation des espèces en voie de disparition au profit des générations présentes et futures.

Au regard des produits de la faune saisis en grande quantité pendant ces deux dernières années, l'on retient des ivoires d'éléphants, des peaux de panthères, des écailles de pangolins et des perroquets gris du Gabon. Les dernières évaluations de l'Union internationale pour la conservation de la nature évoquent une diminution importante du nombre

d'éléphants d'Afrique sur l'ensemble du continent. Le nombre d'éléphants de forêt d'Afrique a chuté de plus de 86% sur une période de trente et un ans. Cependant, la population d'éléphants de savane d'Afrique a diminué d'au moins 60% au cours des cinquante dernières années.

Face aux faits, le Congo a pris depuis 2008 une résolution ferme pour protéger ses espèces animales en voie d'extinction. Les acteurs impliqués dans l'application de la loi sur la faune et les aires protégées au Congo restent vigilants et sanctionnent ceux qui l'entravent.

Au Congo, « l'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces animales intégralement protégées ainsi que leurs trophées sont strictement interdits, sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction », stipule l'article 27 de la loi n°37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les



Un trafiquant de peaux de panthère et d'écailles de pangolins géants/Adiac

aires protégées.

Précisons que les opérations ont été réalisées par les gendarmes, en collaboration avec les agents du ministère de l'Economie fores-

tière bénéficiant de l'appui technique du Palf. Les médias qui ne sont pas restés en marge de cette lutte pendant 2023 et 2024 ont produit plusieurs communi-

cations afin de dissuader toutes ces personnes ou criminels œuvrant dans les activités prohibées par la loi.

F.I.

38^e ANNIVERSAIRE DE L'APPO

Une célébration sur fond d'optimisme

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (Appo), dont le siège est à Brazzaville, a commémoré le 27 janvier le 38^e anniversaire de sa création, en présence des ambassadeurs des pays membres. Confrontés aux défis liés à l'accès au marché, à la technologie de pointe, et au financement, les membres de l'Appo comptent lancer dès le premier trimestre de cette année la Banque africaine de l'énergie (AEB).

L'Appo se veut une plateforme d'échange d'expertise et d'information dans le domaine de l'énergie. Elle a permis d'impulser notamment l'industrie pétrolière et gazière sur le continent et d'améliorer la sécurité énergétique. Avec ses dix-huit pays membres, elle représente 92% des réserves totales de l'or noir et 97% de la production totale de pétrole brut et gaz naturel en Afrique. La cérémonie marquant le 38^e anniversaire a été l'occasion de sensibiliser les diplomates à la mise en œuvre des engagements. « *Le Forum des ambassadeurs a pour objectif d'informer régulièrement les ambassadeurs et les chefs de mission des pays membres de l'Appo sur les principales questions énergétiques qui concernent l'Appo* », a indiqué le secrétaire général de l'organisation, Dr Omar Farouk Ibrahim.

Le principal défi est de parvenir à lancer dès ce premier trimestre, l'AEB, à son siège à Lagos, au Nigeria, alors que le processus de création avait débuté depuis 2022 par un accord conclu entre



La photo des famille des dirigeants de l'AppoAdiac

l'Appo et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) basée au Caire, en Égypte. Dotée d'un capital de départ de plus de 3000 milliards FCFA, environ 5 milliards de dollars, la future institution panafricaine est censée pallier le manque d'investissements étrangers dans les énergies fossiles sur le continent, en finançant les projets pétroliers et

gazières. Un autre défi, a ajouté le secrétaire général de l'Appo, est celui de la circulation au sein des États membres. Il a exhorté les ambassadeurs à faciliter l'octroi des visas de long séjour aux dirigeants de l'Appo pour faciliter leur mobilité. La demande semble être approuvée par les participants à l'instar de l'ambassadeur du Gabon au Congo, le doyen du corps

diplomatique, René Makongo. Dans un contexte de rareté des financements et de la volatilité du marché pétrolier et gazier au niveau mondial, les pays membres sont appelés à serrer les coudes pour faire face aux nombreux défis. Le ministre congolais des Hydrocarbures et président en exercice de l'Appo, Bruno Jean Richard Itoua, promet d'œuvrer

en faveur du lancement effectif de l'AEB et plaide pour la levée des visas entre États membres. « *Mais nous espérons que nous pourrons faire beaucoup plus que ce capital de l'AEB pour aider les pays africains, les compagnies nationales, à financer la production de pétrole et de gaz en Afrique. C'est vraiment aujourd'hui le plus grand défi que nous avons* », a-t-il lancé.

Hormis la recherche de financement, la présidence congolaise compte militer pour le consensus autour de la maîtrise du marché pétrolier. Les membres de l'Appo devraient pouvoir s'accorder sur le niveau de production et le contrôle des prix des bruts, tout en harmonisant leurs politiques liées à la transition énergétique. « *L'Appo défend les intérêts de ses pays et continue de le faire dans les négociations que nous menons avec les sociétés pétrolières. C'est très important d'être unis face à toutes les sociétés pétrolières ultra puissantes qui viennent chez nous* », a martelé Bruno Jean Richard Itoua

Fiacre Kombo

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

104, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

E²C

Les tâcherons réclament la régularisation de leur situation

Au siège social de la société Energie électrique du Congo (E²C), le climat a été rythmé par un concert de casseroles des tâcherons, dans la matinée du 28 janvier à Brazzaville.

« Nous réclamons la régularisation d'embauche », a fait savoir le porte-parole du collectif national des journaliers de ladite société, Moussavou Tchicaya.

« Lorsqu'il y a eu régularisation de la première vague de tâcherons, des gens venus d'ailleurs ont été insérés dans notre quota. Nous avons mis en place une commission pour les négociations afin que la situation soit régularisée mais rien n'est fait jusque-là », a-t-il poursuivi.

Pendant le concert de casseroles, la direction générale d'E²C, les repré-



Concert de casseroles devant le siège d'E²C/Adiac

sentants de différentes structures de l'Etat et une représentation des tâcherons ont entamé les pourparlers afin de trouver des pistes de solutions aux problèmes posés par les travailleurs journaliers qui du reste, exercent depuis plusieurs années déjà au sein de cette société.

Rominique Makaya

« Lorsqu'il y a eu régularisation de la première vague de tâcherons, des gens venus d'ailleurs ont été insérés dans notre quota. Nous avons mis en place une commission pour les négociations afin que la situation soit régularisée mais rien n'est fait jusque-là »

CENTRAFRIQUE

Le ministère des Mines et de la Géologie valide une stratégie de mise en valeur de l'or dans le pays

Le 25 janvier à Bangui, capitale du pays, le ministère des Mines et de la Géologie a validé une stratégie de mise en valeur de l'or en Centrafrique, a-t-on appris des sources officielles.

Selon le ministre des Mines, Rufin Benam Beltoungou, l'idée de la mise en place de cette stratégie découle d'un constat de l'afflux dans l'exploitation de l'or suite aux sanctions du processus de Kimberley sur les diamants centrafricains.

« Sur instruction donnée par le président centrafricain au gouvernement, nous avons décidé à travers ce document de mettre en valeur cette substance qui est maintenant produite sur toute l'étendue du territoire centrafricain », a indiqué le ministre.

Selon les experts, le document définit les grandes lignes d'exploitation de l'or et sa transformation afin d'aider à stimuler l'économie centrafricaine à travers l'exploitation aurifère.

Xinhua

FRANCE

François Bayrou opposé à la restriction du droit du sol en métropole

Le Premier ministre français, François Bayrou, s'est dit opposé à une restriction du droit du sol en métropole. Par contre, il est favorable à la mise en place d'une telle mesure à Mayotte où la problématique migratoire est différente.

« Il va y avoir tout le débat au Parlement sur ce sujet-là. Je pense qu'il faut faire attention, ce sont de très grands sujets, d'abord c'est la Constitution. Beaucoup de ceux qui sont Français nés à l'étranger s'intègrent harmonieusement », a plaidé François Bayrou à cet effet. Et d'ajouter : « La proposition de loi qui sera examinée au Sénat dit une chose très simple: vous ne pouvez pas venir en France pour accoucher pour que l'enfant soit Français ». Le chef du gouvernement rappelle, par ailleurs, qu'on « ne peut pas détourner notre droit fondamental et ancestral (...) pour faire de l'immigration forcée et illégale ».

Ces déclarations interviennent alors qu'une proposition de loi sera débattue à l'Assemblée nationale le 6 février prochain et vise à restreindre drastiquement les possibilités d'acquisition de la nationalité française dans l'archipel de Mayotte. Le texte prévoit de permettre l'accès à la nationalité française pour les enfants nés à Mayotte à condition que les deux parents se trouvent en situation régulière sur le sol français pendant au moins un an.

N.Nd.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mabilia Bouanga Paule Aldine, de nationalité congolaise. Je désire désormais être appelée Nianga Imouaha Letycia Perine. Toutes personnes justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition au changement de nom dans un délai de trois.

AES

Les chefs de la diplomatie échangent sur les formalités de sortie de la Cédéao

Les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont tenu, le 26 janvier à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, une réunion dont l'objectif était de dégager une approche commune dans la définition des formalités de séparation avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

A l'issue de la rencontre, les chefs de la diplomatie de l'AES ont salué « le leadership, la vision éclairée et la détermination sans faille » des chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali et du Niger à « faire de la Confédération AES, un espace de souveraineté, de paix et de prospérité partagée au bénéfice de leurs populations », indique un communiqué officiel.

Saluant l'adhésion « massive et spontanée » de la population africaine à cette vision,

confortant ainsi la portée panafricaine des actions confédérales, les ministres ont eu une « convergence de vues » sur l'approche globale des futures négociations avec la Cédéao, dans l'intérêt supérieur de la population. « Au terme de leurs travaux, les ministres ont exprimé leur reconnaissance à son excellence le capitaine Ibrahim Traoré, président du Faso, chef de l'Etat, pour son leadership et son engagement aux côtés de ses homologues

du Mali et du Niger, en vue de restaurer la dignité de la population du Sahel », conclut le communiqué.

« Ce retrait nous offre une opportunité de parvenir à une fraternité réelle, sans aucune ingérence ; une autre façon d'arriver à une intégration réelle, sans manipulation mais aussi sans esprit de domination d'un pays par un autre, d'un peuple sur d'autres peuples », a déclaré à l'ouverture de la réunion, le chef de la diplomatie du Mali, pays assurant la présidence en exercice de la Confédération AES.

Le 23 janvier, il a été annoncé la mise en circulation du nouveau passeport biométrique commun au Mali, au Burkina Faso et au Niger, membres de l'alliance, dès le 29 janvier. Ces trois pays doivent se retirer définitivement ce 29 janvier de la Cédéao.

Noël Ndong

« Au terme de leurs travaux, les ministres ont exprimé leur reconnaissance à son excellence le capitaine Ibrahim Traoré, président du Faso, chef de l'Etat, pour son leadership et son engagement aux côtés de ses homologues du Mali et du Niger, en vue de restaurer la dignité de la population du Sahel »

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

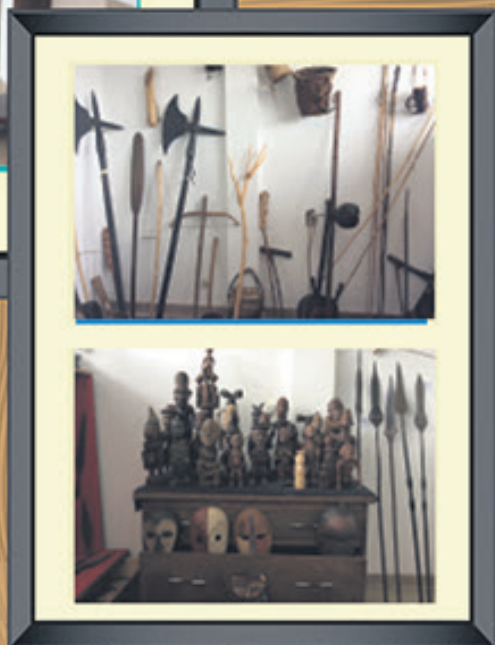
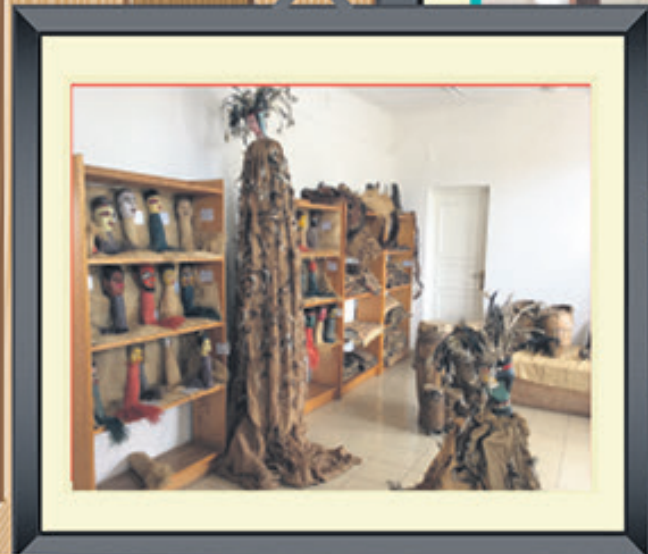
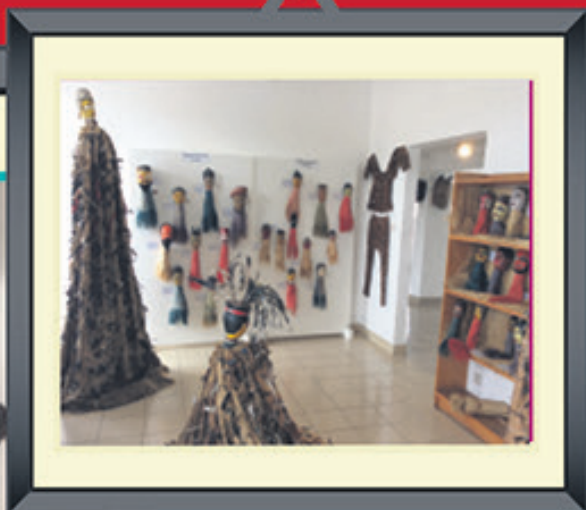
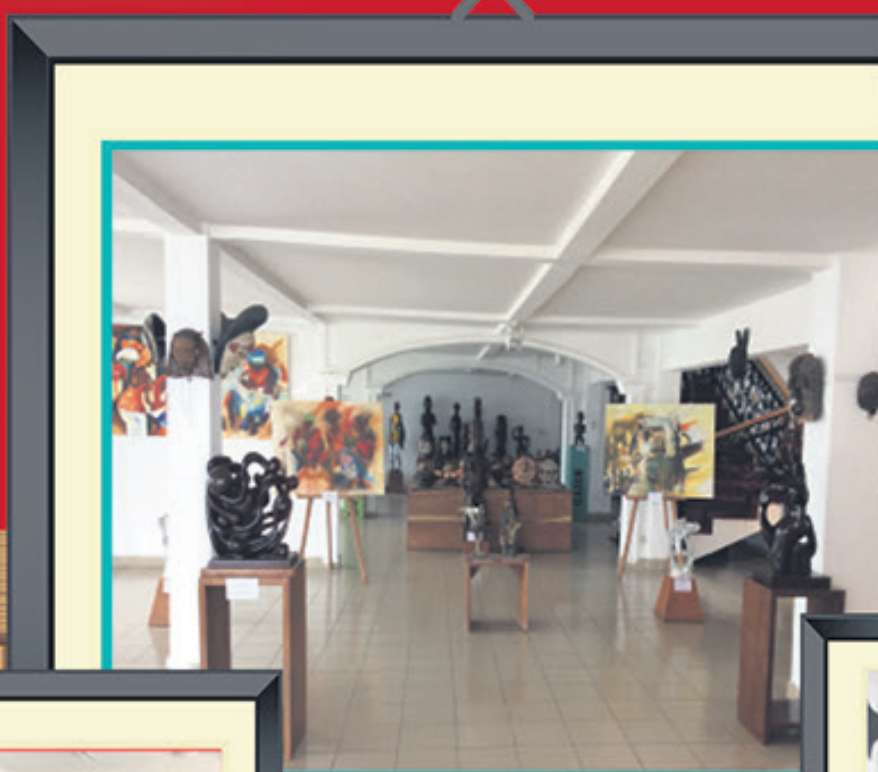
MUSIQUE

Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

TUNISIE

Le ministre des Affaires étrangères en visite de travail en Algérie pour renforcer les liens

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mohamed Ali Nafti, a effectué ce lundi une visite de travail officielle en Algérie, où il a été reçu par le président algérien Abdelmadjid Tebboune, d'après un communiqué publié par le ministère tunisien des Affaires étrangères.

Selon le communiqué, le chef de diplomatie tunisienne a transmis les salutations du président tunisien, Kais Saïed, à son homologue algérien, tout en soulignant son ferme engagement à consacrer la tradition de concertation et de coordination continue sur les questions bilatérales, régionales et internationales, de manière à appuyer les liens de fraternité et de coopération entre les deux pays, et à hisser les relations tuniso-algériennes au rang de partenariat stratégique exemplaire.

D'un autre côté, M. Nafti a coprésidé, avec son homologue algérien Ahmed Attaf, une séance de travail, lors de laquelle les deux chefs de diplomaties ont mis en exergue l'importance de mettre sur les rails un plan d'action efficace et ambitieux susceptible de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines prioritaires communs, notamment l'énergie, les ressources hydrauliques, la sécurité alimentaire, le commerce, l'investissement, l'énergie, les transports et la santé, outre la coopération sociale et économique.

Les deux responsables ont également discuté de certains dossiers à intérêt commun, tels que l'intégration économique des Tunisiens résidant en Algérie et des Algériens résidant en Tunisie, en prévoyant la mise à jour du cadre juridique et la conclusion d'accords bilatéraux dans les meilleurs délais.

L'Afrique perd 18 milliards de dollars par an à cause des conflits

Le président kényan William Ruto, qui est le défenseur des réformes institutionnelles de l'Union africaine (UA), a déclaré lundi que les conflits continuaient de priver l'Afrique de son potentiel en coûtant au continent près de 18 milliards de dollars par an et en entraînant le déplacement de millions de personnes.

Selon M. Ruto, l'Afrique abrite actuellement 35 millions de déplacés, 8,9 millions de réfugiés, 1,1 million de demandeurs d'asile et 1 million d'apatrides.

«Entre avril et juin 2024 uniquement, un total de 1.00 incidents terroristes ont été enregistrés en Afrique, faisant 4818 morts», a-t-il indiqué lors de la Retraite de haut niveau du bureau élargi

sur les réformes institutionnelles de l'UA, qui s'est tenue dans la capitale kényane Nairobi. L'événement a réuni sur une journée les présidents de Guinée-Bissau, d'Éthiopie, du Ghana et des Comores, ainsi que Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, afin d'accélérer les réformes de l'organisation continentale composée de 55

membres. M. Ruto a noté que dans sa configuration actuelle, l'architecture sécuritaire de l'UA était incapable de répondre aux dynamiques et difficultés complexes du continent. Selon lui, il est nécessaire de procéder de toute urgence à la revitalisation immédiate de l'architecture de paix et de sécurité.

EST DE LA RDC

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a condamné les groupes armés

Dans une déclaration, M. Mnangagwa, également président de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc), a condamné les attaques contre les soldats de la paix de l'ONU et de la Sadc, qui ont fait plusieurs morts et blessés, et a présenté ses condoléances aux familles endeuillées. En novembre

2024, la Sadc a prolongé d'un an le mandat de sa mission de maintien de la paix en RDC, alors que les hostilités se poursuivent dans la région orientale du pays.

M. Mnangagwa a déclaré que la Sadc prendrait des mesures pour faire face à la détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire dans l'est de la

RDC, ajoutant que «les responsables de la situation seront tenus de rendre des comptes». Plus de 400.000 personnes ont été déplacées depuis le début de l'année 2025 dans l'est de la RDC, où les combats entre l'armée congolaise et les groupes armés se sont intensifiés.

Xinhua



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC
NEWSLETTER**

L'information du congo
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE

La France insoumise présidera le groupe d'amitié France-Congo

Pour la XVIIe législature de la cinquième République française, près de deux mois auront été nécessaires aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale pour s'accorder sur la répartition des présidences des groupes d'amitié avec des pays étrangers. Celui relatif à la France-République du Congo revient à la France insoumise.

Le 28 janvier, c'est à la députée du groupe La France insoumise - Nouveau Front populaire, Nadège Abomangoli de la Seine-Saint-Denis 10e circonscription, qu'est revenue la présidence du groupe d'amitié France-République du Congo, a-t-elle posté via une de ses pages des réseaux sociaux.

Cette entité est composée de députés qui ont un intérêt particulier pour la République du Congo. La vocation est de promouvoir une diplomatie parlementaire entre les deux pays et de tisser des liens avec les assemblées législatives respectives.

La principale activité de ce groupe d'amitié est l'organisation de missions auprès du



Nadège Abomangoli/DR

parlement homologue et de réceptions de délégations parlementaires étrangères. Ces missions et réceptions doivent avoir été préalablement autorisées par le bureau de l'Assemblée nationale qui fixe leur programme annuel. Il peut également recevoir les ambassadeurs ou d'autres personnalités de la République du Congo, ainsi que des personnalités françaises engagées dans des activités de coopération envers ce pays ami. Le groupe d'amitié France-République du Congo peut enfin servir de point d'appui à des actions de coopération interparlementaire ou de coopération décentralisée.

Marie Alfred Ngoma

BON ANNIVERSAIRE



28 janvier 1965 - 28 janvier 2025

Del Campo, le sexagénaire

Il y a six décennies par le truchement de Nicole et Joachim et par l'intersection de l'archange Michel, naquit à l'hôpital général de Brazzaville, Del Nathalis Martial Mombongo.

contacts : +242 (05 556 56 90/06 663 64 26).

Dell-Mamy, le soixantenaire.

NÉCROLOGIE



Germain Bemba-Bantsimba, deuxième vice-maire de la Ville de Pointe-Noire, Hubert Bemba-Milandou, directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale, Nadine Mbemba, en service au ministère de l'Enseignement technique et Professionnel, les enfants du feu Joseph Bruno Bemba, la famille de feu Antoine Ndala, la famille Mpickou ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, fils et époux, Didace Mbemba, agent retraité du Chemin de fer Congo océan, survenu le 20 janvier 2025 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°9 de la rue Anatole Nkounkou (arrêt Moufouma, quartier Kintsana, arrondissement 8 madibou, référence cimetièrre docteur Raymond Mahouata).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

INTERVIEW

Charles Matoumoueni : « La digitalisation est aujourd'hui un enjeu majeur »

Un nouvel acteur clé de la transformation digitale vient de s'installer en République du Congo. Entretien avec Charles Matoumoueni, directeur général de Laz Global Corporation (LGC SARL).

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Comment décrivez-vous le profil de Laz Global Corporation ?

Charles Matoumoueni (C.M.)

: C'est une entreprise spécialisée dans les services du numérique (ESN). Depuis sa récente création à la suite de mon retour en République du Congo après avoir vécu en France, sa mission est d'aider les entreprises à moderniser leurs processus métiers en leur proposant des solutions technologiques adaptées et sur mesure. L'objectif est de la faire devenir un partenaire stratégique pour accompagner les clients dans leur croissance grâce à la digitalisation. La digitalisation est aujourd'hui un enjeu majeur.

L.D.B. : Comment accompagnez-vous vos clients dans cette transformation ?

C.M. : Nous intervenons à plusieurs niveaux. Tout d'abord, nous développons des solutions logicielles sur mesure : plateformes web, applications mobiles et outils de gestion performants. Ensuite, nous proposons des services de conseil stratégique pour identifier les leviers numériques les plus pertinents pour l'activité de nos clients. Nous les accompagnons également dans le déploiement d'infrastructures réseaux et systèmes pour assurer une intégration technologique harmonieuse. Enfin, nous organisons des formations pour faciliter l'adoption des nouvelles technologies par leurs équipes, car une transformation réussie passe par l'humain.

L.D.B. : À quels défis vos clients font-ils face lorsqu'ils



entreprennent une transformation numérique ?

C.D. : Les défis sont nombreux. Le premier est souvent le changement culturel : les équipes doivent repenser leurs habitudes de travail, ce qui peut provoquer des résistances. Ensuite, il y a le défi technique, avec l'intégration de nouvelles solutions dans des systèmes parfois obsolètes. Enfin, la question du coût et du retour sur investissement est centrale pour les dirigeants, qui veulent s'assurer que leurs efforts de digitalisation produiront des résultats concrets et mesurables.

L.D.B. : Vous parlez d'intégration des technologies. Pouvez-vous nous donner un exemple concret de projet que vous avez réalisé récemment ?

C.D. : Bien sûr ! Nous avons récemment collaboré avec une entreprise souhaitant améliorer sa notoriété en ligne. Nous avons travaillé sur la refonte de son site web et développé un logiciel interne pour optimiser la gestion des publications sur les réseaux sociaux. Ces outils, combinés à des conseils stratégiques, lui ont permis de mieux engager sa communauté et de renforcer sa visibilité.

L.D.B. : Pouvez-vous énumérer les principaux atouts de LGC Sarl ?

C.M. : Notre principal atout, c'est notre approche personnalisée. Nous comprenons que chaque client a des besoins uniques, et nous en proposons des solutions sur mesure, loin des approches standardisées. Nous nous ap-

puyons aussi sur une équipe talentueuse, composée de jeunes diplômés congolais formés et encadrés par des experts évoluant à l'international. Ce modèle permet de transférer des compétences de haut niveau et de construire une expertise locale solide. Enfin, nous investissons beaucoup dans l'innovation et dans la formation continue de nos collaborateurs, ce qui nous permet de rester à la pointe des nouvelles technologies.

L.D.B. : Quelles tendances voyez-vous émerger dans votre secteur ?

C.M. : L'intelligence artificielle et le machine learning sont en train de transformer de nombreux secteurs, notamment grâce à l'automatisation des processus et à l'analyse prédictive. Les solutions fondées sur le cloud continuent également de gagner du terrain, car elles offrent la flexibilité et l'extensibilité, ce qui est également appelé scalabilité. Enfin, l'Internet des objets (IoT) joue un rôle clé en connectant les équipements et en collectant des données en temps réel, ce qui ouvre la voie à une prise de décision plus rapide et plus précise.

L.D.B. : Comment envisagez-vous l'avenir ?

C.M. : Nous souhaitons continuer à accompagner nos clients dans leur croissance en intégrant toujours plus d'innovation et en promouvant des pratiques numériques responsables. Nous travaillons aussi sur le concept de « développement durable numérique », pour aider les entreprises à réduire leur empreinte écologique grâce à des technologies

respectueuses de l'environnement. Certains de nos collaborateurs sont formés à la norme ISO 26000, qui encadre les engagements des entreprises en matière de responsabilité sociétale. Nous croyons que la sobriété numérique est une démarche essentielle pour concilier compétitivité et responsabilité environnementale.

L.D.B. : Sur un marché compétitif comme celui des ESN au Congo, qu'apportez-vous de différent ?

C.M. : Ce qui nous distingue, c'est notre engagement en faveur de l'excellence et du « local content ». Nous offrons aux jeunes talents locaux l'opportunité de se former auprès d'ingénieurs expérimentés basés à l'étranger. Ce modèle hybride permet de transmettre des savoir-faire de pointe tout en renforçant les compétences locales. Nos clients saluent aussi notre méthodologie rigoureuse et notre capacité à transformer leurs idées en résultats concrets. Nous ne sommes pas juste des prestataires ; nous sommes de véritables partenaires stratégiques.

L.D.B. : Avez-vous un conseil à l'adresse d'une entreprise encore hésitante à entamer la transformation digitale ?

C.M. : Ne tardez pas ! Le numérique est devenu une condition essentielle pour rester compétitif. Commencez par des projets pilotes pour évaluer leur impact, puis élargissez au fur et à mesure. Et surtout, entourez-vous de partenaires expérimentés qui sauront vous guider à chaque étape du processus.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés





Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

GUERRE À L'EST DE LA RDC

Des ambassades attaquées à Kinshasa

Le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, la France, le Congo ont vu leurs chancelleries à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), subir, le 28 janvier, diverses dégradations, l'œuvre de manifestants qui semblaient faire un lien avec les événements à l'Est du pays.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux dans la journée montraient des personnes prenant d'assaut une des résidences de la mission diplomatique de la République du Congo à Kinshasa. Un drapeau flottant dans la cour a été arraché et emporté tandis qu'une voix, sans doute l'homme qui filmait la scène, témoignait de ces violences. « *On est en train de casser la résidence de l'ambassadeur du Congo Brazzaville, incroyable, incroyable !* »

» répétait-il. Après vérification, il s'est agi non pas de la résidence de l'ambassadeur mais d'une bâtisse occupée par les diplomates du Congo. Des pneus ont cependant été brûlés dans le périmètre de la résidence de l'ambassadeur.

Tôt le matin, d'autres images tournées cette fois au siège de l'ambassade du Congo suggéraient que des manifestants avaient vandalisé la représentation diplomatique à l'aide de projectiles : vitres brisées, bureaux saccagés, un déchaînement de haine

difficile à expliquer du côté de Brazzaville. Dans le même temps, l'on apprenait que les ambassades de France et de l'Ouganda à Kinshasa ont également été ciblées, celle du Rwanda ayant en revanche été incendiée. Bonne nouvelle : les forces de l'ordre ont été déployées dans la ville pour prévenir d'autres débordements.

Ces manifestations se déroulent au moment où sont signalés des combats à l'Est de la RDC où les forces régulières font face aux rebelles du M23 considérés

comme des supplétifs des forces armées rwandaises. Les relations diplomatiques entre Kinshasa et Kigali ont été rompues, il y a quelques jours, à l'initiative des autorités RD-congolaises qui sont convaincues de l'implication directe du Rwanda dans la montée en puissance du M23.

Les vandales kinois, s'ils font un lien entre cette guerre du Nord et Sud-Kivu et le saccage des missions diplomatiques, en particulier celle du Congo, devraient tout de même

remonter l'histoire récente. Les origines de ces conflits complexes remontent, en effet, à 1996, lorsque pour conquérir le pouvoir à Kinshasa, à la tête de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, Laurent Désiré Kabila a bénéficié de l'appui des autorités rwandaises toujours en poste à Kigali. Peut-être que l'ennemi se trouve ailleurs que sur la rive droite du fleuve que les deux Congo liés par l'histoire ont en partage.

Gankama N'Siah

L'ONU dénonce des viols et pillages et alerte sur le risque Ebola

Viols, pillage, pénurie alimentaire mais aussi risque de dissémination du virus Ebola..., l'Organisation des Nations unies (ONU) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont alerté, le 28 janvier, sur l'impact dévastateur des violents affrontements à Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), demandant des « pauses et des couloirs humanitaires ».

Le CICR « est très préoccupé par la situation au sein du laboratoire de l'Institut national de recherche biomédicales qui fait face à un risque de coupure d'électricité », a déclaré le directeur régional du CICR, Patrick Youssef, lors d'un point de presse à Genève.

L'organisation appelle à préserver les échantillons qui peuvent être touchés par les affrontements, alertant sur les « conséquences inimaginables si les souches bactériologiques, dont le virus Ebola que le laboratoire abrite venaient à se répandre ».

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) alerte elle sur les risques de propagation de maladies infectieuses telles que le choléra et la rougeole alors que les réseaux en eau et électricité sont endommagés, a relevé le Dr Adelheid Marschang, qui coordonne la réponse de l'OMS dans le pays. « Les hôpitaux et le personnel de santé sont en danger. Des informations font état de travailleurs de santé qui ont reçu des tirs, et que des patients, y compris des bébés, ont été pris entre deux feux », a-t-il ajouté.

Le groupe armé M23 (Mouvement du 23 mars) et les soldats rwandais sont entrés dimanche soir dans la cité de

plus d'un million d'habitants et presque autant de déplacés, au terme d'une progression éclair de quelques semaines, lancée après l'échec mi-décembre d'une médiation entre la République démocratique du Congo et le Rwanda sous l'égide de l'Angola.

Afflux massif de blessés

La grande ville de l'Est de la RDC est livrée aux combats entre forces armées congolaises et combattants du M23 alliés à des troupes rwandaises.

« Nous avons reçu des informations faisant état de violences fondées sur le genre et de viols commis par des combattants, de pillages, y compris d'un entrepôt hu-

manitaire, et d'attaques contre des installations humanitaires et de santé », a déclaré un porte-parole des Affaires humanitaires de l'ONU, Jens Laerke, lors du point de presse à Genève.

Patrick Youssef a également indiqué qu'un entrepôt contenant du matériel médical du CICR venait d'être pillé.

L'organisation déplore « l'afflux massif de blessés par balles et par munitions explosives dans les structures soutenues par le CICR, notamment l'hôpital CBCA Ndosho à Goma ».

En dépit des affrontements intenses et des bombardements continus, les équipes chirurgicales du CICR parviennent encore à prendre en

charge les victimes qui continuent d'affluer par dizaines.

Le personnel humanitaire non essentiel de l'ONU a lui été déplacé mais le personnel indispensable reste à Goma. L'ONU a appelé toutes les parties à s'accorder sur des pauses humanitaires temporaires dans les zones les plus touchées et à établir des corridors humanitaires afin de s'assurer que les activités humanitaires puissent reprendre à grande échelle et de faciliter l'évacuation en toute sécurité des blessés et des civils piégés dans les zones de combat.

Survivre

Cette offensive du M23 à Goma intervient alors que la

région vit déjà l'une des crises humanitaires les plus longues, complexe et grave de la planète, avec près de 6,5 millions de déplacés dans le pays, selon le coordinateur humanitaire de l'ONU en RDC, Bruno Lemarquis.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU est très préoccupé par la pénurie de nourriture à Goma après l'interruption de ses activités. « Les prochaines 24 heures seront cruciales car les gens commencent à manquer de provisions et devront voir ce qu'ils peuvent trouver pour survivre », a commenté, le 28 janvier, une porte-parole du PAM en RDC, Shelley Thakral, depuis Kinshasa. Selon le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, un demi-million de personnes de plus ont été déplacées rien que ce mois-ci dans l'Est de la RDC.

L'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) suit « également de près les mouvements transfrontaliers. Nous comprenons que de nombreuses personnes attendent d'évaluer la situation avant de prendre une décision », a indiqué un porte-parole du HCR, Matthew Saltmarsh, lors du point de presse.

Source AFP

Berlin annule des réunions avec le Rwanda

L'Allemagne a stoppé mardi les discussions avec le Rwanda sur son aide au développement, exigeant du pays africain et de ses alliés du M23 qu'ils retirent leurs forces de l'Est de la RDC.

Le ministère allemand du Développement et de la Coopération économique a indiqué à l'AFP avoir annulé des consultations gouvernementales prévues pour février avec le Rwanda, sans préciser quels étaient les participants.

Les discussions sur la coopération et l'aide au développement ne pourront reprendre que lorsque le Rwanda et le M23 auront mis fin à l'escalade et se seront retirés de l'Est de la RDC.

Le ministère allemand de la Coopération économique se concerta actuellement avec d'autres donateurs sur les conséquences à tirer.

GUERRE À L'EST DE LA RDC

Des responsables de l'ONU s'alarment de l'escalade de la violence

De hauts responsables de l'ONU ont exprimé lundi leur inquiétude face à l'escalade de la violence et à la crise humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), alors que les hostilités se sont intensifiées à Goma, dans l'est du pays.

Bruno Lemarquis, représentant spécial adjoint du secrétaire général et coordinateur résident et humanitaire de l'ONU pour la RDC, a déclaré que des tirs d'artillerie lourde ont frappé le centre-ville, touchant des hôpitaux et un site du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

«Par exemple, plusieurs obus ont frappé la maternité caritative dans le centre de Goma, tuant et blessant des civils, y compris des nouveau-nés et des femmes enceintes», a-t-il déclaré. Un centre de Save the Children et le site du HCR ont également été touchés.

Le coordinateur n'a pas été en

mesure de décrire le nombre et l'étendue des victimes à la maternité, mais il a indiqué qu'il n'y avait pas de victimes sur les deux autres sites, ajoutant que les hôpitaux de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, étaient débordés. S'adressant aux journalistes au siège de l'ONU par liaison vidéo depuis Kinshasa, la capitale de la RDC, M. Lemarquis a déclaré que la crise humanitaire à Goma et dans ses environs était extrêmement préoccupante, «un nouveau seuil de violence et de souffrance» ayant été atteint alors que des combats actifs menacent tous les quartiers de la ville. «Les civils sont les plus touchés par

l'escalade des hostilités», a-t-il déclaré.

M. Lemarquis a indiqué que ses quelques collègues restés dans cette ville d'un million d'habitants (seul le personnel humanitaire essentiel des Nations unies est encore présent) ont signalé que des centaines de milliers de personnes tentaient de fuir les violences. Le personnel national et international de l'ONU non essentiel et les personnes à leur charge ont été emmenés à Kinshasa ou au centre régional de l'ONU à Entebbe en Ouganda.

Le coordinateur a déclaré que 700.000 personnes déplacées à l'intérieur et autour de Goma, qui vivaient dans des condi-

tions désastreuses le week-end dernier, sont à nouveau en train de se déplacer. «Ils n'ont pas d'autre choix que de fuir la violence», a-t-il déclaré. Jean-Pierre Lacroix, sous-secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, s'exprimant depuis Damas où il était en visite, a déclaré que la capacité de ses collègues du maintien de la paix qui ont dû chercher un abri était limitée, mais il a ajouté : «La situation sur le terrain reste évidemment volatile et dangereuse». Il a décrit les défis humanitaires comme redoutables, «et il est certain que les risques d'une catastrophe humanitaire de grande ampleur sont

très élevés. Nous voulons également éviter le risque d'une guerre généralisée».

Le chef des opérations de maintien de la paix a rappelé que trois casques bleus des Nations unies ont été tués, deux Sud-Africains et un Uruguayen, et que 12 autres ont été blessés. Le coordinateur résident a également indiqué que les services essentiels à Goma sont en péril. Alors que l'eau et l'électricité sont compromises et que les services Internet sont coupés, les réseaux téléphoniques fonctionnent mais de manière irrégulière.

La coopération Chine-Afrique favorise un développement de haute qualité sur le continent africain

Dans les ateliers de Daming Industrial Technology Group, situés à Wuxi, ville de la province chinoise du Jiangsu (est), les lignes de production tournent à plein régime à l'approche du Nouvel An chinois.

Des milliers de produits métalliques sont prêts à être expédiés en Afrique du Sud. «Nous avons exporté plus de 1000 tonnes de tôles gaufrées en acier inoxydable vers des fonderies sud-africaines», déclare Chen Lihui, directrice générale de l'entreprise.

Avec l'exportation de minerai africain et d'autres matières premières industrielles vers la Chine, plusieurs entreprises chinoises de métallurgie ont étendu leurs activités en Afrique, contribuant ainsi au développement industriel local. Ces initiatives illustrent les avantages mutuels des deux parties, renforçant leur coopération. Depuis la ville de Jinhua, située au Zhejiang, province dans l'est de la Chine, plus de 50 entreprises ont ouvert des filiales en Afrique, découvrant activement un nouveau modèle de coopération Chine-Afrique qui intègre la production, la fabrication et le commerce.

Les équipements agricoles fabriqués en Chine contribuent également à améliorer l'agriculture en Afrique. La société Jiangsu Jinwang Intelligent Technology, par

exemple, fabrique des lignes de remplissage de produits agrochimiques destinées à l'Ouganda. «L'industrialisation croissante de l'Afrique a incité l'entreprise à élargir son marché, et plusieurs de nos produits ont déjà été appliqués avec succès sur le continent africain», déclare Sima Ling, vice-président de l'entreprise.

Non loin d'Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, dans le parc industriel Eastern, des camions entrent et sortent fréquemment. Ce parc, regroupant des entreprises chinoises et internationales, a vu ses opérations de développement et d'investissement commencer en 2008, avant de devenir, en 2015, une zone de coopération économique et commerciale internationale.

D'après Getu Kebede, qui travaille pour une entreprise textile du parc industriel,

les entreprises chinoises ont non seulement créé de nombreuses opportunités d'emploi pour les habitants, mais ont également apporté des technologies avancées et des modèles commerciaux nouveaux.

Le parc industriel a aussi stimulé le développement des zones environnantes, et Dukem, où M. Kebede réside, est devenu plus prospère grâce à la construction de nouvelles infrastructures, telles que des routes et des écoles.

La coopération sino-africaine s'étend également à la formation des talents, un domaine clé pour un développement de haute qualité. Les ateliers Luban, dédiés à la formation de compétences techniques appliquées, et les instituts Confucius, qui favorisent les échanges interculturels, ainsi que les programmes de coo-

pération entre les universités chinoises et africaines sont autant d'exemples de cette coopération fructueuse.

Dans les années à venir, la Chine prévoit de développer davantage ces initiatives, avec la création d'écoles d'ingénierie et de technologies en partenariat avec les pays africains.

A l'Institut polytechnique d'agriculture de Suzhou, plusieurs étudiants internationaux originaires de Pointe-Noire, en République du Congo, apprennent à utiliser des équipements expérimentaux de pointe sous la direction de leurs enseignants chinois. Les cultures ancestrales de leurs pays natals, telles que le manioc, les arachides et le maïs, souffrent cependant de rendements faibles en raison d'une gestion archaïque et du manque de technologies modernes.

Afin de remédier à cette situation, ces jeunes Africains ont choisi de se former en Chine.

Parmi eux, Koumba Matondo Stanel Précieux, un étudiant congolais, explique : «Apprendre les techniques agricoles modernes ici en Chine me permettra de transmettre ces connaissances à mes compatriotes lorsque je reviendrai au Congo.» Depuis 2018, l'Institut polytechnique d'agriculture de Suzhou a ainsi accueilli près de 60 étudiants de pays africains, tels que la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda, la Guinée et l'Afrique du Sud, dans des filières allant de l'agriculture à la mécatronique, en passant par les technologies du jardinage.

Cette dynamique de coopération témoigne des efforts continus de la Chine pour accompagner l'Afrique dans son processus de développement industriel et technologique, tout en renforçant les liens entre les deux parties. Le président zimbabwéen condamne les attaques contre les forces de maintien de la paix dans l'est de la RDC

«Apprendre les techniques agricoles modernes ici en Chine me permettra de transmettre ces connaissances à mes compatriotes lorsque je reviendrai au Congo.»

CAN 2025

Les équipes qualifiées fixées sur leurs adversaires

Le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025 de football a été effectué, le 27 janvier, à Rabat au Maroc, à onze mois du coup d'envoi de la compétition, prévue le 21 décembre pour prendre fin le 18 janvier 2026.

Les vingt-quatre qualifiées connaissent désormais leurs adversaires. Les Lions de l'Atlas du Maroc, qui joueront à domicile, et la Côte d'Ivoire, tenante du titre, font partie des équipes à suivre. Le tenant du titre évoluera dans la poule F en compagnie des géants comme le Cameroun, le Gabon et le Mozambique. Dans le groupe E, l'Algérie affrontera le Burkina Faso, la Guinée équatoriale et le Soudan, tandis que la Tunisie défiera le Nigeria, l'Ouganda et la Tanzanie dans la poule C. La compétition débutera par le match Maroc-Comores. Groupe A : Maroc, Mali,



La Côte d'Ivoire met son titre en jeu/DR

Zambie, Comores.
Groupe B : Égypte, Afrique du Sud, Angola, Zimbabwe.

Groupe C : Nigeria, Tunisie, Ouganda, Tanzanie.
Groupe D : Sénégal, République démocratique

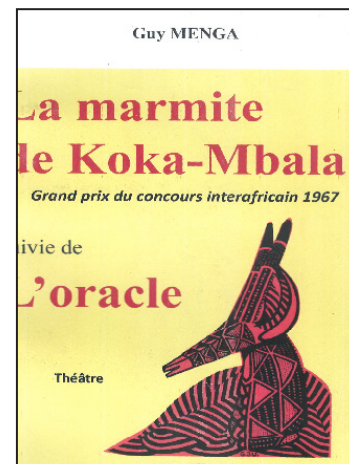
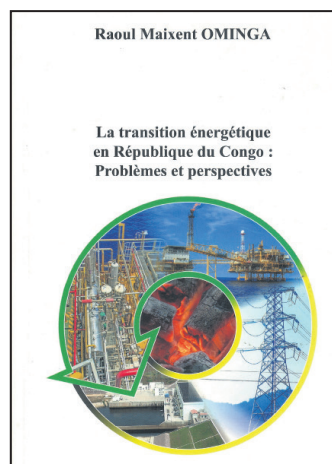
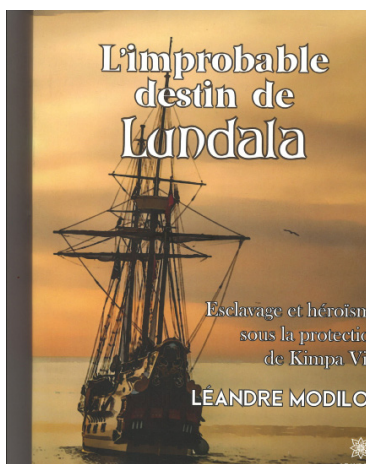
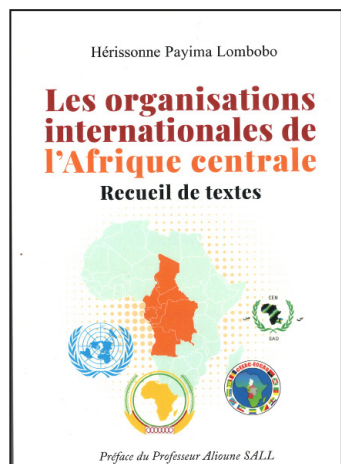
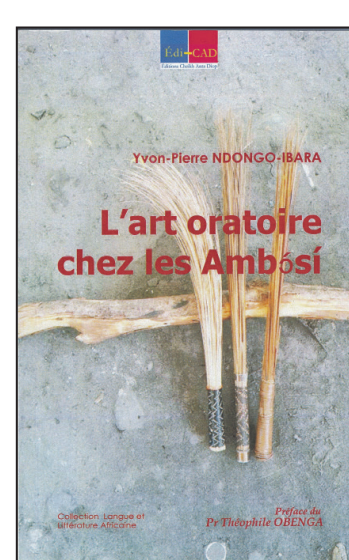
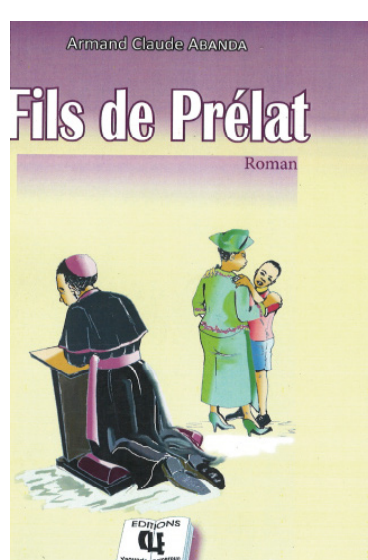
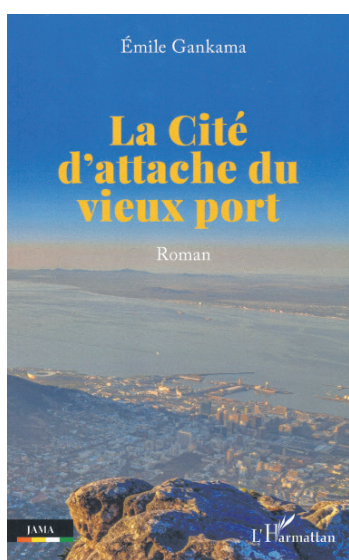
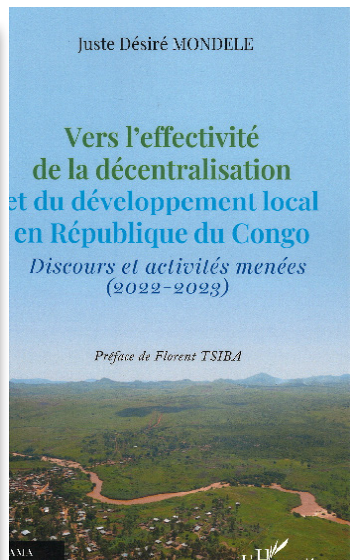
du Congo, Bénin, Botswana.
Groupe E : Algérie, Burkina Faso, Guinée équatoriale, Soudan.

Groupe F : Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Mozambique.

Rude Ngoma



EN VENTE





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe



Kévin Monziano félicité par ses co-équipiers après son caviar./DR

France, 19e journée, 1re division

Montpellier l'emporte à Toulouse (2-1). Titulaire, Rabby Nzingoula a été averti à la 17e minute et remplacé à la 61e. Yaël Mouanga, lui, est resté sur le banc. Dix-septième et avant-dernier, Montpellier revient à trois points du premier non-relégable, Saint-Etienne.

Italie, 22e journée, 1re division

Sans Warren Bondo, sorti sur blessure lors de la 21e journée, Monza chute sur le terrain du Genoa (0-2). L'ancien Nancéien, que l'on dit convoité par le Milan AC, souffre d'une blessure musculaire à la cuisse.

Pays-Bas, 21e journée, 2e division

Den Bosch bat la réserve d'Utrecht 2-0. Titulaire, Kévin Monziano a délivré une passe décisive pour Karlsson dès la 2e minute : lancé dans la profondeur, l'ancien Havrais déborde dans son couloir et centre d'un extérieur du droit parfait pour son co-équipier. Remplacé à la pause.

Portugal, 19e journée, 1re division

Gil Vicente s'incline à AVS (0-1). Remplaçant, Jordi Mboula est entré à la 73e minute. Gil Vicente est 11e avec 5 points d'avance sur la zone rouge.

Roumanie, 23e journée, 1re division

LUTA Arad perd à domicile face au Steaua Bucarest (0-1). Aligné à la récupération, Ravy Tsouka Dozi s'est offert

une frayeur dès les premières minutes, sans conséquence, avant de livrer une prestation solide au milieu.

Le Petrolul bat Botosani 3-1, sans Herman Moussaki, non retenu pour le troisième match consécutif.

Turquie, 21e journée, 1re division

Réduit à dix dès la 8e minute, Hatayspor est défait Kasimpasa (4-5). Titularisé pour la première fois depuis le 20 septembre, Chandrel Massanga a reculé en défense centrale après l'expulsion de Calvo.

Avec 10 points, Hatayspor est 18e et avant-dernier.

Turquie, 21e journée, 2e division

Sans Dylan Saint-Louis, blessé, Sakaryaspor s'incline à domicile face à Manisa (1-2). Titulaire, Simon Nsana est sorti à la pause.

Malte, 3e journée du tournoi de clôture, 1re division

Floriana est tenu en échec par ls Hamrun Spartans (0-0). Avec Christoffer Mafoumbi titulaire dans les buts et averti à la 36e.

Pays-Bas, 23e journée, 2e division

Den Bosch bat Top Oss (1-0). Titulaire, Kévin Monziano a été remplacé à la 78e par Karlson Grach, buteur dans le temps additionnel.

Den Bosch revient à 2 points du podium.

Portugal, 19e journée, 2e division

Mafra perd deux points face à

Oliveirense (0-0). Avec Bryan Passi titulaire en défense centrale. Mafra est 16e et barragiste avec 16 points.

Suisse, 20e journée, 1re division

Les Young Boys de Berne prennent un point chez les Grasshoppers de Zurich (0-0). Sylver Ganvoula est entré à la 46e et a été averti à la 66e.

Bradley Mazikou, titulaire, et le Servette rapportent un point d'Yverdon (0-0).

Réduit à dix à la 30e, Lausanne tombe à Saint-Gall (2-3). Morgan Poaty était titulaire, tandis que Kévin Mouanga est entré à la 33e. L'ancien Angevin est

battu dans les airs sur le 3e but adverse.

Suisse, 19e journée, 2e division

Sans Trésor Samba, parti en Lettonie, ni Christopher Ibayi, recruté le lendemain du match, Thoune bat Vaduz 3-1. Et conforte sa place de leader avec 4 points d'avance sur Aarau.

Turquie, 21e journée, 1re division

Gaius Makouta et Alanyaspor battent Basaksehir 5-4. Titulaire au poste de relayeur gauche, l'international congolais a failli marquer un but spectaculaire, mais sa reprise

en talonnade est repoussée par le gardien adverse (45e+5).

Averti à la 45e+4, il récupère le ballon à l'origine du 4e but de son équipe (82e).

L'Adana Demirspor perd à Rizespor (2-3). Sans Breyton Fougeu, blessé.

Turquie, 21e journée, 2e division

En double supériorité numérique, Çorum chute à Karagümrük (0-1). Sans Durel Avounou, en phase de reprise. L'Enseler Erokspor s'impose 1-0 chez le Yeni Malatyaspor. Remplaçant, Francis Nzaba est entré à la 89e.

Camille Delourme

ANNONCE LEGALE**OFFICE NOTARIAL Maître Raymond ASSAH**

Office sis derrière la Bourse du travail, à côté de l'ancien site de l'Ecole Africaine de Développement (EAD), boîte postale 5005, téléphone (242)05.553.15.07/06.675.15.15, Pointe-Noire.

« SOCIETE LES ATELIERS DE LA LOUESSE » SARL.**Société A Responsabilité Limitée**

Au Capital social de Francs CFA : Dix Millions (10.000.000)

Siège social : Dolisie, Route Nationale N°1, Avenue de la Cimenterie FORSPAK

Dolisie, République du Congo.

Suivant acte sous seing privé reçu aux rangs des minutes, par Maître Raymond ASSAH, Notaire, titulaire d'un Office, de résidence à Pointe-Noire, portant « Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de radiation de la société à Responsabilité Limitée, ci-dessus dénommée « LES ATELIERS DE LA LOUESSE » S.A.R.L., et en date à Pointe-Noire du 20 Décembre 2024, et d'un acte reçu par ledit Notaire en date à Pointe-Noire du 24 Décembre 2024, il a été décidé, conformément aux lois en vigueur en matière de sociétés commerciales,

-de la radiation de la société à Responsabilité Limitée, ci-dessus dénommée « LES ATELIERS DE LA LOUESSE » S.A.R.L., au capital social de Francs CFA : Dix Millions (10.000.000) et immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Pointe-Noire, sous le numéro R.C.C.M CG-PNR-01-2006-B12-01426 et de sa radiation du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Pointe-Noire.

Le Certificat de radiation a pour précisions : Régularisation du Transfert du siège social datant du 22/11/2019 pour la Ville de Dolisie.

Ensuite, suivant Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la dissolution et liquidation de la société à Responsabilité Limitée, ci-dessus dénommée, immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Dolisie, sous le numéro R.C.C.M CG-DIS-01-2023-B12-00003,

-de la dissolution et liquidation de la société à Responsabilité Limitée, ci-dessus dénommée « LES ATELIERS DE LA LOUESSE » S.A.R.L.

2- Dépôts : Au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire sous le numéro CG-PNR-01-2025-R-01188 en date du 22/11/2019 et établi le 14 Janvier 2025 ;

Au Greffe du Tribunal de Commerce de Dolisie sous le numéro CG-DIS-01-2025-B-00002 du 22 Janvier 2025.

Fait à Pointe-Noire, le 27 Janvier 2025



PARTENARIAT

L'UE lance ses activités et énonce ses projets phares pour 2025

L'ambassadeur et cheffe de la délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo, Anne Marchal, a lancé le 28 janvier, au cours d'une conférence de presse, les activités de son institution et présenté, par la même occasion, les projets phares à mener en partenariat avec les autorités congolaises durant cette année.

La conférence à laquelle prenaient également part le chef de la délégation adjoint, Torben Nilson, le chef de la coopération, Augustin Bondo Tshiani, la cheffe de la coopération adjointe, Frederica Petrucci, ainsi que la chargée de presse et de communication, Azaad Manté, a été l'occasion pour l'équipe de l'UE de passer en revue les différentes actions programmées dans le cadre du Global Gateway, une offre liée au développement qui vise à aider et soutenir le Congo par des investissements catalyseurs. Il s'agit notamment des activités portant sur la diversification de l'économie, l'énergie, la sécurité, l'environnement, le transport et l'engagement avec la jeunesse. « *La transformation et la diversification économique intègrent les projets phares sur lesquels l'UE entend œuvrer pour favoriser l'émergence des chaînes de valeurs. A travers un accom-*

pagnement, aussi par des investissements que par des conseils », a indiqué Augustin Bondo Tshiani.

Au nombre des projets inscrits dans le programme d'activités de l'UE figure le lancement, cette année, du projet la boucle de l'amitié qui consistera à la mise en place d'une ligne électrique de 1400 kilovolts devant relier, à partir de Pointe-Noire, Kinshasa, Cabinda et Brazzaville.

Il a ajouté que trois axes s'inscrivent également dans le cadre du Global Gateway, à savoir la forêt avec le nouveau programme devant favoriser la prospérité et le projet de cohorte jeunesse pour soutenir l'engagement des jeunes. Ce projet dont la phase pilote structurant en faveur de cette couche sociale sera lancé en fin février.

S'agissant du volet gouvernance et transparence qui constitue aujourd'hui le maillon faible pour la République



Les deux lauréats, au centre, avec l'équipe de l'EU après remise de prix/Adiac

du Congo, l'ambassadeur Anne Marchal a évoqué la mise en place des systèmes financiers pour les paiements des échéances et créances. Une manière d'instaurer la rigueur dans la passation des marchés et le paiement des tranches. « *Notre action est désormais de soutenir les activités qui tiennent compte des besoins et intérêts de la population* », a-t-elle précisé.

Parlant de la situation socioéconomique actuelle du pays, Anne Marchal s'est réjouie du rappel à l'ordre fait par le chef de l'Etat à l'endroit du gouvernement. « *Nous sommes conscients qu'il y a des problèmes à résoudre, mais il y a une lueur d'espoir et une prise de conscience* », a-t-elle souligné. Toujours dans le cadre du partenariat et soutien à la société civile, l'UE entend

aussi œuvrer davantage dans la collaboration avec les médias au travers du projet « *Info Lisango* » lancé en 2025. La Cerise sur le gâteau de cette conférence de presse a été la remise des prix à deux lauréats du concours du meilleur reportage sur l'environnement remportés par la télévision Tsiéleka pour le reportage audiovisuel et la radio Mucodec pour le prix radio.

Guy-Gervais Kitina

HAPKIDO

Les commissions départementales se transforment en ligue

Après l'assemblée générale constitutive de la Fédération congolaise d'hapkido (Fécohap) le 28 décembre 2024, le tour est revenu, le 26 janvier, aux différentes commissions départementales de ce sport de valider leurs nouvelles dénominations et choisir les nouveaux dirigeants.

L'opération de mise en place des ligues départementales d'Hapkido s'est déroulée dans plusieurs départements du Congo. Les commissions départementales qui deviennent des ligues départementales s'engagent à redoubler d'efforts pour faire briller ce sport. A Brazzaville par exemple, la ligue sera dirigée par Sydney Mavinga. Ce dernier souhaite miser sur la promotion et la vulgarisation des centres de formation. « *La promotion et la vulgarisation de notre sport occupent une grande place dans notre programme. Nous devons également travailler sur la notion de sponsoring de nos activités par les sociétés de la place, puisque nous devons organiser, chaque année, des championnats*



Les membres du bureau de Pointe-NoireDR à son 3e vice-président,

et autres compétitions afin de relever le niveau de notre art. Ensemble, nous ferons des exploits », a indiqué le nouveau président de la ligue.

Ce bureau est composé de douze membres, trois commissaires aux comptes et

certaines acteurs de ce sport comme au niveau départemental.

L'activité a été patronnée par la direction départementale des Sports de Brazzaville représentée par Mme Françoise Olongot. La Fécohap était présente grâce

Me Matoko Maximilien. A Pointe-Noire, l'activité a été conjointement dirigée par le directeur départemental des Sports, Joseph Biangou-Ndinga ainsi que par le président de la Fédé-

ration, Me Narcisse Gantzie-Dzia. A la fin, Freddy Christel Maloga a été choisi pour diriger la ligue départementale de Hapkido de Pointe-Noire. Même son de cloche du côté du Kouilou où Marcel Missakiri a été choisi par ses pairs. Dans le Pool, l'assemblée générale constitutive qui s'est déroulée, le même jour, à Kinkala a placé Christian Sylver Kodja au trône, en présence du directeur départemental des Sports, Modeste Sita Milongo, et du secrétariat général adjoint de la fédération, Roland Soby. Partout, un bureau de douze membres et trois commissaires aux comptes a été mis en place. Dans les prochains jours, le tour reviendra à la partie septentrionale du pays.

Rude Ngoma